Les îles de Bretagne et leurs ressources en eau : trois siècles de gestion communale (XVIII^e-XX^e siècle)

Thomas Chiron

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/112>

DOI : 10.4000/abpo.112

ISBN : 978-2-7535-1514-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 121-139

ISBN : 978-2-7535-0941-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Thomas Chiron, « Les îles de Bretagne et leurs ressources en eau : trois siècles de gestion communale (XVIII^e-XX^e siècle) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-2 | 2009, mis en ligne le 30 juin 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/112> ; DOI : 10.4000/abpo.112

Les îles de Bretagne et leurs ressources en eau : trois siècles de gestion communale (XVIII^e-XX^e siècle)

Thomas CHIRON

Docteur en géographie

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche,
Université de la Polynésie Française, Tahiti

« L'eau douce est l'un des premiers besoins ; dans Molène, il n'y a qu'un puits où on en peut puiser [...] ; ce puits manquant, l'île deviendrait inhabitable¹. » Cette doléance molénaise en 1789 est une des plus anciennes références recensées dans les archives municipales, départementales et bibliographiques consultées dans le cadre de notre thèse de géographie² (2007) consacrée à la question de la gestion des ressources en eau sur les îles bretonnes. Plus précisément, il y est question des communes insulaires ayant conservé leur autonomie hydraulique, à savoir Ouessant, Molène, Sein, Groix, Belle-Île, Houat et Hoëdic, par opposition aux îles aujourd'hui connectées au continent (figure 1). La doléance molénaise constitue une référence historique majeure puisqu'elle rappelle avant tout combien la présence d'eau douce est une condition *sine qua non* de l'anthropisation d'un territoire, et un préalable indispensable à la définition même de l'objet géographique « île ».

Dans le cas des îles bretonnes, les registres de délibération des conseils municipaux ont fourni un grand nombre de descriptions de leur situation hydrique et hydraulique, tout en relatant les préoccupations insulaires concernant la gestion des ressources en eau. Karine Salomé souligne toutefois la nature particulière de ces sources documentaires qui « ne renferment que des éléments susceptibles de relever des compétences des autorités

1. Extrait du cahier de doléances de l'île de Molène (1789).

2. CHIRON, Thomas, *Quelle gestion durable des ressources en eau et du risque de pénurie sur les petites îles ? Application aux îles de Bretagne*, Brest, Thèse de Géographie, 2007, 412 p.

Figure 1 – Les îles du Ponant et l'insularité hydraulique

locales³ ». En outre, si ces informations correspondaient tout à fait aux besoins de la recherche doctorale, étudier la gestion historique de l'eau sur les îles bretonnes afin d'en mesurer l'écho contemporain, elles sont largement tributaires du contexte d'énonciation et des visées recherchées : « les requêtes et les revendications impliquent en effet une mise en scène de soi et une exagération des propos » qu'il ne faut pas omettre, et donc manipuler en connaissance de cause⁴.

3. SALOMÉ, Karine, « Les îles bretonnes au XIX^e siècle, entre éloignement et isolement », *Ethnologie française*, vol. 36, n° 3, 2006, p. 435-441.

4. *Ibidem*.

Ainsi, entre la construction, à Belle-Île, de l'Aiguade Vauban à la fin du XVII^e siècle et la sécheresse de 1949 à Molène, la question de l'eau potable sur les îles bretonnes a marqué le quotidien des insulaires. Elle a relevé d'enjeux tantôt stratégiques, tantôt sanitaires, pour, au cours du XX^e siècle, s'affirmer finalement comme une question socio-économique liée à l'avènement du tourisme dans les économies insulaires.

De la menace à la sollicitude britannique

La menace anglaise au XVIII^e siècle

La présence de nombreuses références à la ressource en eau dans les archives municipales et départementales corrobore cette préoccupation ancienne sur les îles bretonnes. À ce sujet, le bulletin trimestriel de juillet-septembre 1973 de l'Association pour l'Histoire de Belle-Île-en-Mer est consacré à la question de l'eau sur l'île au XVIII^e siècle : il reproduit les extraits d'un ouvrage du Père Le Gallen, *Histoire de Belle-Île*, daté de 1759, qui souligne que le problème de l'eau remonte aux temps les plus anciens. L'auteur développe le cas de la source qui se trouve dans le secteur du Potager, au sud de l'avant-port de Palais, à quelques pas de Prat-Moine et de Ros Belec : elle a pour nom « La Normande » et semble à l'origine de l'installation des moines sur le site. Le père Le Gallen évoque aussi la Belle Fontaine, ou Aiguade Vauban, construite, selon lui, après que Vauban ait visité Belle-Île en 1683 (fig. 2). Pourtant, les écrits du maréchal n'en font jamais mention, rendant incertaine l'année de sa construction. En cette

Figure 2 – L'Aiguade Vauban, Belle-Île (Cliché : T. Chiron, 2007)

période de l'histoire française où la menace anglaise est prégnante sur les côtes bretonnes, Belle-Île constitue un site d'autant plus intéressant pour l'ennemi que la Belle Fontaine peut fournir de l'eau en quantité aux escadres. Les recherches de Carlette Portier et Gérard Poutord, de la Société Historique de Belle-Île, indiquent que de nombreuses archives, tant en France qu'en Angleterre, relatent son importance stratégique. Ainsi, en 1761, le commandant de l'escadre anglaise, Lord Keppel, assurait « que cette seule aiguade méritait que sa nation fit les plus puissants efforts pour s'emparer de Belle-Île⁵ ». Quittant l'île en 1763, les Anglais sabotent les tuyaux et la robinetterie de la Belle Fontaine; le baron de Warren, alors commandant de Belle-Île, livre ces informations en s'adressant au ministre de la Guerre : « A Belleisle. 19 juillet 1763. [...] j'ai aujourd'hui l'honneur de vous représenter que, outre les différentes vilenies que les Anglais ont faites à Belleisle, ils ont dégradé peu de temps avant leur départ les tuyaux et robinets de la Belle Fontaine de Port Larron [...]. Les Anglais l'ont regardée comme ce qu'il y avait de plus précieux pour eux dans la prise de l'île, leur ayant été de grande importance en fournissant de l'eau à l'escadre qu'ils avaient devant Rochefort⁶. » Le fait de disposer d'une telle ressource locale en eau leur évitait des voyages de ravitaillement en eau entre les côtes méridionales de Bretagne et l'Angleterre.

Datant de cette même moitié du XVIII^e siècle, une seconde référence est donnée par Dominique Guillemet⁷. Elle concerne les îles des Glénan, dont le rôle stratégique dans les guerres successives contre les Anglais, aux XVII^e et XVIII^e siècles, a amené de nombreux soldats à séjourner dans l'archipel. La question de leur alimentation en eau douce s'est évidemment posée : ainsi, « quelque 50 à 80 hommes sont postés aux Glénan à la même période (Guerre de Sept Ans, de 1756 à 1763). [...] L'approvisionnement des soldats dans les îles qui, le plus souvent, n'étaient même pas autosuffisantes, était également complexe, la guerre renchérissant de surcroît le fret. Aux Glénan, on dut même faire venir de l'eau douce en 1756, la citerne prévue n'étant pas achevée ».

Enfin, quelques années après le début de la Révolution française, en 1795, l'« Affaire de Quiberon » replace l'eau au centre des destins historiques des îles de Houat et Hoëdic. Suite à la débâcle des émigrés débarqués à Quiberon avec l'aide de l'Angleterre et écrasés par le général Hoche, Jean-Marie Delalande indique que 2 400 soldats « dans le dénuement le plus complet » sont contraints de débarquer à Houat⁸. Sa voisine Hoëdic est, quant à elle, préservée en raison de ses ressources en eau pour le service

5. PORTIER, Carlette, POUTORD, Jacques, *Belle-Île-en-Mer. La Belle Fontaine dite Aiguade Vauban*, Concarneau, Société Historique de Belle-Île-en-Mer, 2006, 64 p.

6. Arch. dép. du Morbihan, E 1455/2.

7. GUILLEMET, Dominique, *Les Îles de l'Ouest, de Bréhat à Oléron du Moyen Âge à la Révolution*, La Crèche, Geste Éditions, 2000, 355 p.

8. DELALANDE, Jean-Marie, *Hoëdic et Houat, mœurs, productions naturelles de ces deux îles du Morbihan*, Nantes, Annales de la Société académique de Nantes, Librairie Guéraud et Mazeaud, 1850, 120 p.

de l'escadre anglaise. À Houat, une épidémie meurtrière a attaqué soldats et îliens et elle aurait enlevé plus de 1 200 personnes en un mois. Cette épidémie se fixa dans l'île et Houat eut encore à déplorer la mort de plusieurs de ses habitants. Avant l'affaire de Quiberon, l'île comptait 300 habitants : « Comme ce fut chez eux que tous les blessés français des troupes royales furent transportés et amoncelés sans secours, il en résulta une fièvre jaune qui fit périr environ une trentaine d'habitants », selon Jean-Marie Bachelot de la Pylaie⁹. Michèle Ruz-Le-Badézet confirme d'ailleurs que, quelques années plus tard, en 1800, les Anglais réinvestissent Houat et Hoëdic et y installent hôpitaux, magasins et moulins à vent pour le service de leurs escadres¹⁰.

Molène et la sollicitude britannique

Plus récente, l'histoire de l'alimentation en eau potable sur l'île de Molène est elle aussi marquée de l'empreinte anglaise. Elle commence véritablement à la fin du XIX^e siècle, après que le paquebot anglais *Drummond-Castle* ait fait naufrage sur les Pierres Vertes aux abords de l'île, le 15 juin 1896. Les Molénais ne subviennent jusque-là que difficilement à leurs besoins en eau grâce à l'unique puits de l'île, le puits Saint-Ronan, et surtout aux citernes de récupération des eaux de pluie qui servent de réserves d'eau domestique à nombre de maisons molénaïses. À la suite du naufrage, la Couronne britannique financera entre autres la construction d'une citerne de 250 m³ de réserve et d'un *impluvium*, en remerciement du dévouement des îliens pour les naufragés britanniques. La « Citerne des Anglais », dont le nom ne saurait que rappeler le fait historique, est alimentée par un *impluvium* mitoyen d'une surface de 800 m², et, plus tard, par la collecte des eaux du toit de l'église et du dispensaire voisins (figure 3).

À l'époque, l'affaire est suivie par la presse locale : le bihebdomadaire *Le Finistère* publia deux articles, les 26 et 28 janvier 1897. Voici ici le premier, reproduit dans son intégralité :

« À l'île de Molène. Alimentation en eau.

À la suite du naufrage du *Drummond-Castle*, au mois de juin, dans les eaux de l'île de Molène, un comité s'était formé en Angleterre dans le but de recueillir une souscription, afin de reconnaître, sous une forme utile et durable, la conduite si digne d'éloges tenue par les habitants de l'île envers les victimes de la catastrophe.

L'alimentation en eau potable de l'île de Molène n'étant assurée que très insuffisamment, le service des Ponts et Chaussées du Finistère, consulté à ce sujet, fit connaître qu'il serait utile d'approvisionner l'île en eau pure, que le

9. BACHELOT DE LA PYLAIE, Jean-Marie, *Essai sur la statistique des îles d'Houat et d'Hédic*, présenté par BUTTIN, Pierre, 2004 : *Voyage d'un naturaliste dans les îles d'Houat et d'Hédic (1825-1826)*, Mayenne, Melvan, 1826, 174 p.

10. RUZ-LE-BADÉZET, Michèle, « Le Morbihan pendant la Révolution et l'Empire (1788-1818) », dans LE BOUÉDEC, Gérard (dir.) : *Le Morbihan. De la Préhistoire à nos jours*, Saint-Jean d'Angély, Éditions Bordessoules, 1994, p. 225-288.

**Figure 3 – La citerne des Anglais de l'île de Molène
(Cliché : T. Chiron, 2007)**

seul moyen pratique consisterait à recueillir l'eau de pluie dans une citerne étanche, et il présenta à cet effet un projet de travaux avec une dépense approximative de 14000 francs.

Le comité constitué en Angleterre a approuvé ce projet dans tous ses détails et a fait parvenir au ministre des travaux publics la somme de 14000 francs qu'exige son exécution.

M. Turrel, Ministre des travaux publics, a donné des ordres pour que les travaux soient immédiatement entrepris. Il faut prévoir qu'ils dureront 5 à 6 mois¹¹. »

Le second article du *Finistère* reprend son homologue britannique, le *Daily Graphic*, qui annonce que la souscription ouverte en faveur des habitants de l'île de Molène pour leur belle conduite lors du naufrage du *Drummond-Castle* se monte à 1 600 livres sterling (40 000 francs), en plus des 560 livres consacrées à l'approvisionnement en eau douce de l'île. Une partie de la somme sera également allouée pour l'achat d'une horloge et la construction du clocher de l'église¹².

Cette anecdote historique est finalement révélatrice de l'enjeu réel que représente, pour les îliens, la gestion de leurs ressources en eau naturellement très limitées. Ce point de l'aménagement insulaire est d'autant plus important qu'il est directement lié aux conditions sanitaires de ces communautés isolées et souvent indigentes en cette fin de XIX^e siècle. La mau-

11. *Le Finistère*, 26 janvier 1897.

12. *Le Finistère*, 28 janvier 1897.

vaise qualité de l'eau fit l'objet de nombreuses convocations des Conseils municipaux à la charnière des ^{xix}e et ^{xx}e siècles, à l'instar de l'île de Sein le 14 juin 1903 : « Différentes causes de contaminations rendent les eaux de l'île impropres à l'alimentation ; tout au plus peuvent-elles servir normalement au lessivage du linge : de là une gêne continuelle pour toute la population et un danger permanent de santé publique. »

La question cruciale de la salubrité publique

Précarité hydrique et crises sanitaires

Dans une correspondance du naturaliste Jean-Marie Bachelot de la Pylaie datée d'octobre 1822, dans laquelle il décrit son séjour sur l'île de Sein, celui-ci ne manque pas de rappeler combien la rareté de l'eau y est prégnante et problématique : « Nous étions obligé [...] de prendre aussi notre eau sur le continent car celle de l'île est insoutenable ». Les conditions de vie des 475 Sénans marquent l'auteur qui parle de « l'île la plus triste et la plus pauvre de tout l'univers ». Déjà au ^{xviii}e siècle les descriptions des missionnaires rapportées par Karine Salomé soulignent la rudesse des conditions de la vie insulaire :

« La barbarie se lit également dans la désorganisation sociale. La misère et les difficultés matérielles des insulaires sont incontestables au ^{xviii}e siècle. Toutefois, les précisions que les missionnaires livrent quant à l'alimentation des insulaires invitent à s'interroger sur leur humanité. Des racines et de l'eau salée constituent autant d'éléments qui ne sont pas généralement destinés aux hommes et suggèrent ainsi une forme de régression au rang de l'animal¹³. »

La qualité de l'eau est clairement problématique puisque saumâtre ; aussi une préoccupation majeure de la municipalité de l'île sera-t-elle, dès la fin du ^{xix}e siècle, d'améliorer le système d'alimentation en eau potable.

L'insuffisance tant quantitative que qualitative de la ressource en eau ne manque pas d'engendrer des crises sanitaires conjoncturelles sur les îles bretonnes. En 1898 à Ouessant, l'administration de la guerre demande que la commune vote un crédit de 350 francs pour payer les travaux d'aménagement de la fontaine de Saint-Paul à Pen ar Guear, la rumeur accusant cette fontaine d'être une des causes de la fièvre typhoïde qui sévit alors sur l'île¹⁴. Par ailleurs, les constatations du docteur Bohéas semblent indiquer une hygiène sommaire chez les îliens puisqu'il s'étonne de l'importance des dermatoses observées, dues à un défaut absolu des « soins du corps » et une « véritable horreur de l'eau et des lavages¹⁵ ».

13. SALOMÉ, Karine, *Les îles bretonnes. Une image en construction (1750-1914)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, 462 p.

14. Délibération du Conseil municipal de l'île d'Ouessant, 4 juin 1898.

15. BOHÉAS, P., *Topographie médicale de l'île d'Ouessant*, Thèse de Médecine, Faculté de Médecine de Paris, 1883, 95 p.

Les crises sanitaires les plus graves sont surtout relatées dans la première moitié du ^{xx}e siècle, notamment à Molène et Hoëdic. Pourtant épargnée de la catastrophe sanitaire de l'épilogue de l'« Affaire de Quiberon » à la fin du ^{xviii}e siècle, grâce à l'abondance reconnue de ses ressources hydriques, celle-ci va connaître deux épidémies de grippe infectieuse au cours des hivers 1910 et 1911, où le nombre de malades dépassa les deux cents. Le Conseil municipal sollicite alors le préfet et le conseil général du Morbihan afin qu'ils lui accordent une subvention pour la réfection des pompes et les réparations urgentes à faire aux fontaines publiques. Les pompes sont complètement hors service, ce qui est contraire aux prescriptions du règlement sanitaire en vigueur et contribue à la dégradation de la situation sanitaire de l'île¹⁶. Le problème fut reposé vingt-cinq ans plus tard, avant que la construction d'un lavoir convenable ne soit adoptée : « Pour enrayer, par l'hygiène, les trop nombreuses épidémies qui sévissent à tout moment dans l'île, le lavoir s'impose parce que l'actuel est insuffisant et ainsi explique-t-on toutes les épidémies qui sévissent. » Preuve de l'importance de ce lavoir, le Conseil décide de réaffecter la somme de 50 000 francs, prévue initialement pour la construction d'un préau à l'école communale, à la réalisation de ce lavoir¹⁷.

Enfin, il convient de revenir une nouvelle fois sur le cas molénaï, avec une première crise sanitaire recensée en 1921, alors qu'une sécheresse intense affecte la France. En juillet, les 679 Molénaï se retrouvent dans une situation très délicate : « Molène est sans eau ». Toutes les citernes de l'île, publiques et particulières, sont épuisées et l'unique puits fournit aux habitants une eau non potable et saumâtre. Les îliens sont inquiets : « [...] L'état de santé général s'en ressent un peu et si cela continue, de graves épidémies sont à craindre¹⁸. » Les conditions climatiques de l'année de sécheresse de 1949 révéleront à nouveau la vulnérabilité du système d'alimentation en eau de l'île de Molène, avec la crise la plus grave qu'elle ait jamais connue : « [...] La question de l'alimentation en eau potable de l'île est particulièrement délicate », d'autant plus qu'« une récente épidémie, qui a surtout sévi parmi les nourrissons de Molène, nous fait un devoir impérieux de remédier à cette situation¹⁹ ». La citerne communale sera même fermée, suite à « des cas mortels [...] dont la cause est imputable à la qualité de l'eau²⁰ ». Face à la pénurie, les îliens sont soumis à un rationnement de dix litres par jour et par personne. La précocité et la durée de la sécheresse obligèrent les élus à demander le ravitaillement de l'île par la Marine nationale. Le 10 mai, un navire militaire apporta 60 tonnes d'eau ; le 21 juin, ce furent 180 tonnes, qui sauvèrent les îliens de la disette. Enfin, la crise persistant, un dernier ravitaillement eut lieu en octobre²¹.

16. Délibération du Conseil municipal de l'île d'Hoëdic, 26 février 1911.

17. Délibération du Conseil municipal de l'île d'Hoëdic, 4 octobre 1936.

18. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 19 juillet 1921.

19. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 10 juillet 1949.

20. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 3 décembre 1949.

21. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 2 octobre 1949.

***Les premières adductions d'eau
à la charnière des XIX^e et XX^e siècles***

De plus en plus prégnant, le souci hygiéniste rend indispensable les aménagements hydrauliques à la charnière des XIX^e et XX^e siècles : construction et entretien des fontaines et lavoirs, installation de pompes et construction de citernes de stockage. Les premières améliorations notables des systèmes hydrauliques insulaires datent de la seconde moitié du XIX^e siècle. Déjà en 1866, le conseil municipal de l'île de Sein adressait à ce sujet une pétition au préfet, pour la construction d'une citerne qui serait alimentée par les eaux des toitures environnantes. Abandonné à cause de son prix, le projet est de nouveau évoqué à la fin du XIX^e siècle, le Conseil réitérant sa demande dans le souci de mettre « les habitants de l'île de Sein à l'abri de la disette d'eau qui se fait sentir tous les ans », le puits communal ou puits Saint-Guérolé, ne donnant « qu'insuffisamment une eau saumâtre et sale qui n'est pas du goût de tout le monde²² ». La citerne est finalement construite en 1897 et supplée les trois puits communaux de l'île dont l'eau est saumâtre : les puits Saint Guérolé (fig. 4), du Poul (mare, fosse ou lavoir en breton) et du Lenn (bassin ou lavoir en breton), ainsi que les citernes individuelles. À l'époque, seuls 40 des 190 ménages de l'île en sont équipés²³. Un article du bihebdomadaire *Le Finistère* du 31 octobre 1896 rappelle d'ailleurs « [...] tout l'intérêt que représente la réalisation du projet dont il s'agit, non

Figure 4 – Le puits Saint-Guérolé, île de Sein (Cliché : T. Chiron, 2007)

22. Délibération du Conseil municipal de l'île de Sein, 21 mai 1893.

23. Délibération du Conseil municipal de l'île de Sein, 21 mai 1893.

seulement pour la population insulaire, mais pour les nombreux marins étrangers qui fréquentent cette station de pêche ».

C'est à cette même époque que la question d'un service public d'alimentation en eau potable est évoquée à Le Palais. En 1868, le conseil municipal « reconnaît l'urgence de l'amélioration des fontaines publiques de la ville, et croit qu'il y a lieu de faire, dans le plus bref délai, des démarches pour obtenir la cession à la ville de fontaines situées près du bassin à flot²⁴ ». Il lui faudra pourtant attendre 1896 avant que le projet ne soit finalement voté²⁵, et 1899 pour que les fontaines publiques ne soient officiellement inaugurées : signe de l'importance de l'événement, une fête est organisée à cette occasion²⁶. La commune de Palais bénéficie alors de sa position topographique basse, au fond de la ria de La Saline : les eaux captées aux sources situées en amont des vallons environnants sont acheminées par aqueducs et alimentent par gravité les fontaines publiques.

Le lavoir, haut lieu social de la vie insulaire

Si, sur les petites îles de Molène et Sein, il n'y avait pas de lavoir, les femmes faisant les lessives sur les roches plates en bord de mer et rinçant le linge à l'eau douce récupérée dans des trous naturels ou pratiqués dans la roche, les cinq autres îles étaient pourvues de lavoirs ou *douëts*. Houat et Hoëdic ne comptaient qu'un lavoir, respectivement dans le vallon et au port de l'Argol. Plus grandes et plus peuplées, les îles de Belle-Île, Ouessant et Groix possédaient, quant à elles, généralement un lavoir par hameau. Sur la dernière, pléthore de décisions mentionnent la nécessité de construire ou de réparer ces points d'eau indispensables à la population. Pour exemple, cette délibération du conseil municipal de Groix du 21 décembre 1879 :

« [...] Considérant en outre que des travaux urgents tels que réparations aux fontaines, puits et lavoirs n'ont pu être exécutés faute de ressources suffisantes et que ces édifices sont dans un état de délabrement complet, le Conseil demande à la Commission départementale chargée de la répartition des fonds de secours une subvention de 1 200 francs qui permettrait de donner du travail aux ouvriers que le chômage plonge dans la misère. »

À cette époque, il en est de même à Belle-Île et, plus particulièrement, à Palais où un membre du Conseil municipal ne manque pas de rappeler « que la ville du Palais est toujours privée de lavoirs publics²⁷ ». Il existe pourtant la fontaine et le lavoir de La Normande construits par les Ingénieurs du Génie vers 1750 pour le blanchissage des draps de la garnison. Les Palantins utilisent également ce lavoir, ce qui n'est pas sans susciter certaines tensions autour de l'usage des lieux. Dans le village de Locmaria, la création d'un lavoir est débattue bien plus tardivement, en 1915 : « La construction

24. Délibération du Conseil municipal de Le Palais, 10 mai 1868.

25. Délibération du Conseil municipal de Le Palais, 30 août 1896.

26. Délibération du Conseil municipal de Le Palais, 21 mai 1899.

27. Délibération du Conseil municipal de Le Palais, 14 février 1875.

d'un lavoir à proximité du bourg présente également un caractère d'utilité publique tel qu'on se demande comment cette construction n'a pas été sollicitée précédemment. C'est sans doute le manque de ressources de la commune qui a ajourné ces travaux²⁸. »

Deux entretiens avec des Ouessantins²⁹, fondés sur leurs souvenirs personnels et les témoignages des anciens, et un après-midi passé en compagnie de cinq Ouessantines à l'écomusée du *Niou* pour une rencontre du *gorses*³⁰, ont permis de recueillir des informations concernant l'usage quotidien et obsolète des lavoirs. Ainsi, le lavage du « gros linge » (draps notamment) se faisait effectivement dans des lavoirs qui se trouvaient assez souvent dans les prairies, là où les sources jaillissent. L'entretien était assuré par les riverains qui rinçaient avec des brosses et des balais-brosses le lavoir chaque semaine : une palette en bois, dont les dimensions avoisinaient 15 cm sur 15 cm environ, se transmettait d'une personne à l'autre pour dire à qui incombait cette tâche. Son non-respect engendrait des « sanctions », généralement deux semaines de nettoyage de rang. La discipline était, semble-t-il, respectée : il s'agissait d'une « obligation », « c'était la vie ou la mort ». Les femmes du *gorses* aiment à rappeler que le lavoir était pour elles un lieu de rencontre où elles discutaient, riaient, chantaient parfois ; un lieu où des clans existaient aussi. Sur chacune des trois îles, chaque femme avait son lavoir attitré, celui de son village. Et, quand celui-ci ne possédait pas de lavoir, il fallait se rendre dans un autre village. De même, à Locmaria, sur l'île de Groix, rappelle que « les femmes qui habitaient à l'est du village se rendaient à Praceline, celles du port et du milieu du village lavaient au grand douet près de la chapelle de Notre Dame de Placemanec, les autres faisaient leur lessive à Pokado avec les femmes du Crochet qui n'avaient pas de lavoir dans leur village. [...] le lavoir de Praceline était réputé pour sa bonne ambiance et pour l'entraide qu'il y avait³¹ » (fig. 5). Et pour rappeler cette époque révolue, les femmes ne vont plus au lavoir depuis les années 1960, voire le début des années 1970, moment où les réseaux d'alimentation en eau potable domestique ont été installés, ces paroles d'une chanson apprise par les enfants de Groix au début du xx^e siècle : « Le vieux moulin de grand-père assis au bas du coteau chante la journée entière, levé tard et couché tôt. Il écoute les commères du lavoir de son étang, dont les langues de vipères ne font pas trêve un instant. Lave donc petite fille, tik-tak, ton linge sale en famille, tik-tak, et passe au bleu tout le tien avant celui du voisin. »

Les lavoirs restent des lieux exclusivement féminins, leur usage et leur entretien incombant aux seules femmes qui les fréquentaient. Ceux du

28. Délibération du Conseil municipal de Locmaria, 15 février 1915.

29. Entretien à Ouessant avec M. Louis Savina, le 25 mars 2004, et M. Louis Botquelen, le 31 mars 2004.

30. Rencontre du *gorses* à Ouessant, le 1^{er} avril 2004.

31. BELLEC, Chantal, « Fontaines et lavoirs de Groix du xix^e siècle à nos jours », *Les Cahiers de l'île de Groix*, n° spécial : « Aux origines du paysage », 1994, p. 37-50.

Figure 5 –
Localisation
des principales
fontaines
de l'île de
Groix

bourg et de Locmaria étaient les plus grands et étaient entretenus bénévolement. Ailleurs, c'étaient les utilisatrices qui se servaient du lavoir qui l'entretenaient à tour de rôle. Les *douëts* étaient nettoyés au moins toute les semaines et, l'été, une nuit n'était parfois pas suffisante pour le remplir : il était alors vidé le samedi pour qu'il ait le temps de se remplir dans la journée du dimanche. Le nettoyage des fontaines était, quant à lui, réservé aux hommes : elles étaient vidées tous les trois ou quatre mois, javellisées et passées à la chaux afin d'éviter la formation des mousses³².

L'atmosphère autour des lavoirs n'est sans doute pas propre aux îles ; il n'en demeure pas moins que l'usage régulier en fait un lieu de vie sociale fort, tout comme les fontaines et les puits en leur qualité de points centraux du quotidien des îliens. Les archives et les témoignages recueillis lors des entretiens ont également révélé l'existence de représentations collectives autour de la ressource en eau qui se traduisent par des pratiques traditionnelles, voire des croyances³³. Mais, en premier lieu, la ressource en eau a surtout suscité de réelles tensions sociales inhérentes à deux types de facteurs, exogènes d'une part, endogènes d'autre part.

D'inévitables tensions sociales

La prévalence des facteurs exogènes

Sur les îles bretonnes, les situations de pénurie d'eau ont parfois été les catalyseurs de véritables tensions sociales autour de la ressource en eau et de son utilisation. Outre les garnisons militaires, ce sont surtout les migrations saisonnières qui, jusque dans la première moitié du ^{xx}e siècle, révèlent les déficits structurels hydrauliques de certaines îles, en exacerbant la pression humaine sur leurs maigres ressources en eau. Ainsi, en 1875, un rapport du conducteur des Ponts et Chaussées à Belle-Île mentionne qu'« assez souvent les sources dont le produit fournit de 50 à 20 litres par minute, devient insuffisant pendant l'été à cause des nombreux marins que la pêche de la sardine ajoute à la population insulaire »³⁴. De même, un article du *Magasin Pittoresque* de 1861 mentionnait l'existence de fontaines en divers sites de l'archipel de Chausey, tels que sur Grande-Île et l'Île-aux-Oiseaux, ces points d'eau servant au ravitaillement des marins : « L'eau de ces fontaines, qui ne tarissent jamais, est excellente, et les cutters de l'État qui y viennent renouveler leur provision la trouvent bien préférable à celle que l'on puise dans les ports voisins. »

Ces éléments d'archives réaffirment le rôle stratégique des îles qui constituent des points de ravitaillement pour les pêcheurs et marins extérieurs. Des indices toponymiques rappellent justement cette vocation : sur l'île d'Ouessant, au Porz an Dour, littéralement le port de l'eau, les marins

32. *Ibidem*.

33. CHIRON, Thomas, *Quelle gestion durable...*, *op. cit.*

34. Association pour l'Histoire de Belle-Île-en-Mer, « L'eau à Belle-Île-en-Mer », *Bulletin de l'Association pour l'Histoire de Belle-Île-en-Mer*, n° 39, 1973.

au mouillage dans la baie du Stiff venaient s'approvisionner en eau potable à la source qui jaillit là. Sur l'île de Groix, c'est la fontaine sur les hauteurs de Port-Tudy, appelée la Fontaine des Thoniers, qui témoigne de l'usage particulier de l'eau de cette source. Cette fontaine fera d'ailleurs l'objet d'une décision municipale en 1924, prévoyant un projet d'adduction d'eau directe des quais du port, « considérant que le projet répond à un besoin urgent et qu'il produira une sérieuse amélioration pour l'hygiène publique et aussi pour le ravitaillement des bateaux de pêche qui ne cessent de fréquenter le port³⁵ ».

Les plus grandes difficultés sont vécues sur les plus petites îles, parmi lesquelles Molène et Sein. Celles-ci sont effectivement très attractives pour les goémoniers et les pêcheurs continentaux qui viennent exploiter leurs riches ressources naturelles marines. Compte tenu des maigres réserves en eau, les habitants de l'île de Sein les gèrent de manière très rationnelle, gestion fondée sur une stratégie de stockage en prévision de la saison sèche. En 1898, le Conseil municipal décide ainsi de fermer la citerne communale pendant la saison hivernale, arguant que « [...] la fréquence des pluies permet à la population de s'alimenter très facilement en eau potable pendant la mauvaise saison³⁶ ». En 1900, il s'agira ainsi de « conserver l'eau pour la saison sèche », considérant « que la construction de l'église attirera à l'île un grand nombre d'ouvriers et que la consommation de l'eau en sera augmentée³⁷ ». Outre cette immigration ponctuelle d'ouvriers, la gestion de la demande en eau est d'autant plus problématique pour les Sénans qu'à la population îlienne vient s'ajouter celle de nombreux pêcheurs continentaux. Au début de l'été 1900, un droit sur l'eau pour l'accès à la citerne publique construite en 1897 est évoqué pour faire face aux dépenses engendrées par son entretien, mais aussi parce que « l'eau, si rare pourtant à l'île de Sein, est journellement gaspillée³⁸ ». La gratuité de la ressource est remise en cause, certes pour financer les équipements, mais aussi pour sensibiliser les îliens et immigrés saisonniers à des usages raisonnés et responsables. Cette situation est décrite dans l'extrait suivant :

« D'après le dernier recensement, la population de l'île de Sein s'élève à 1 003. À cette population viennent s'ajouter pour les pêches d'hiver les équipages de 30 bateaux de Douarnenez, soit 300 hommes, et pour la pêche d'été de mai à novembre ceux de Paimpol et de Camaret, avec leurs familles, environ 1 000 personnes. Durant les mois d'été, la population de l'île se trouve donc à 2 000 habitants. [...] En temps normal, la quantité d'eau est tout à fait insuffisante, et, quand l'île a reçu son contingent annuel de population étrangère, l'eau manque totalement^{39, 40}. »

35. Délibération du Conseil municipal de l'île de Groix, 9 mars 1924.

36. Délibération du Conseil municipal de l'île de Sein, 27 novembre 1898.

37. Délibération du Conseil municipal de l'île de Sein, 25 novembre 1900.

38. Délibération du Conseil municipal de l'île de Sein, 3 juin 1900.

39. ARZEL, Pierre, *Les goémoniers*, Douarnenez, Le Chasse-Marée/Éditions de l'Estran, 1987, 305 p.

40. Délibération du Conseil municipal de l'île de Sein, 14 juin 1903.

Pierre Arzel indique que le goémon constitue ⁴¹ un autre type de richesses marines insulaires convoitées par les goémoniers continentaux. Si son exploitation n'est pas sans susciter des conflits territoriaux sur les côtes du nord de la Bretagne, comme le rappelle Gérard Le Bouëdec, elle influence également la politique locale de gestion de l'eau sur l'île de Molène. La situation hydrique critique de l'île en 1921, en conséquence de la sécheresse exceptionnelle de cette année-là, va révéler un contentieux entre les îliens et les goémoniers qui fréquentent l'archipel. Une souscription est ouverte pour réparer le puits Saint-Ronan, souscription à laquelle les ménages mais aussi les goémoniers sont sommés de participer. Ceux-ci font à ce titre l'objet d'une première délibération en 1921, soulignant les conséquences de leurs besoins en eau : « Tantôt les goémoniers des îles avoisinantes [...] en venant vendre leur poisson à Molène demandent de l'eau. Donc à ce moment la privation est terrible et pour les hommes en mer, comme pour les femmes qui travaillent aux champs, à eux plus qu'à tout autre l'eau potable est nécessaire. L'état de santé général s'en ressent un peu et si cela continue, de graves épidémies sont à craindre⁴². » La crise est de nouveau patente au début de l'été 1924, où la municipalité molénaise prend une mesure plus radicale à l'encontre des goémoniers : « Comme il y a pénurie d'eau, désormais défense est faite aux goémoniers des îles : Banneg, Balaneg, Triélen et Quéménès de puiser de l'eau au puits dit de Saint-Ronan⁴³. » Afin de préserver la qualité de son eau, il sera également interdit d'attacher les chevaux aux murs qui l'entourent. Il est également demandé aux goémoniers du Lédénès de se « débrouiller d'avoir de l'eau pour leurs chevaux, d'ailleurs au début de la saison ils avaient été invités à creuser un puits ; pour faire ce puits on leur donne un délai de quinze jours, l'eau pour les hommes sera fournie par l'île⁴⁴ ». C'est cette même année que les archives de la mairie mentionnent pour la première fois un ravitaillement en eau de l'île par la Marine nationale. L'année suivante, les choses semblent revenir à la normale : les quelque douze goémoniers de l'île sont de nouveau autorisés à venir prendre de l'eau au puits Saint-Ronan⁴⁵. Quelques années plus tard, en 1933, la municipalité demanda au Conseil général de l'aider à payer la facture du ravitaillement en eau de l'île par la Marine nationale, « considérant que périodiquement les citernes de la commune sont dépourvues d'eau, que par humanité, la commune et les particuliers alimentent gracieusement en eau potable les nombreux goémoniers des îles voisines et les pêcheurs étrangers, que les citernes nécessitent des frais considérables, et que le prix de revient l'eau a plus que doublé⁴⁶ ». Il faut dire que la vie des goémoniers de l'archipel de Molène est difficile, à l'instar de ceux de l'île aux Chrétiens qui, dans ces mêmes années 1925-1930, sont contraints d'aller

41. LE BOUËDEC, Gérard, « La pluriactivité dans les sociétés littorales (XVII^e-XIX^e siècle) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 1, 2002, p. 61-90.

42. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 19 juillet 1921.

43. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 22 juin 1924.

44. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 22 juin 1924.

45. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 25 mai 1925.

46. Délibération du Conseil municipal de l'île de Molène, 24 décembre 1933.

chercher l'eau sur l'île voisine de Trielen. Là, Yves Bramoullé rappelle que les îliens ont creusé un puits et, « près de chaque porte de bois rugueux, un tonneau est placé pour recueillir l'eau de pluie⁴⁷ ».

Les facteurs endogènes

Aux facteurs anthropiques exogènes, il convient d'ajouter certaines difficultés induites par des tensions endogènes. Elles sont relatives à des droits de passage pour l'accès aux points d'eau ou encore à des transferts de propriété privée rendus difficiles par la complexité du parcellaire foncier insulaire. Les recherches en archives municipales ont révélé des exemples intéressants à Ouessant et Groix surtout. Mais un conflit bellilois, à Le Palais, mérite d'être noté, car singulièrement différent : il oppose l'utilité publique aux servitudes militaires imposées par les fortifications de la ville. C'est autour de la fontaine et du lavoir de la Normande que se focalisent certaines tensions entre populations civile et militaire. En 1824, les villageois se plaignent, en effet, de la présence des soldats autour du doué : l'Armée en interdit alors l'accès au public⁴⁸. En 1860, un autre contentieux entre la population et l'administration militaire émerge lorsqu'il est question de couvrir ce même lavoir de La Normande, sur proposition du sous-préfet du Morbihan, et ce « pour garantir les femmes des intempéries et de l'ardeur du soleil⁴⁹ ». Le conseil municipal ne donnera pas suite à ce projet, arguant « qu'il [le lavoir] est compris dans la première zone des servitudes défensives de la place, zone dans laquelle nul particulier ne peut être autorisé à élever des constructions ; que les travaux d'enceinte de la ville en voie d'exécution modifieront très probablement l'état actuel des lieux et pourront même faire disparaître le lavoir, soit pour la construction d'une porte projetée en cet endroit soit pour tout autre travaux de fortifications. Par ces motifs, le conseil décide à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette proposition, se réservant de la reprendre plus tard s'il y a lieu⁵⁰ ». La question fut pourtant à nouveau débattue trente-cinq ans plus tard, alors que la gestion des lavoirs était désormais du ressort de l'administration des Ponts et Chaussées ; ce sont les blanchisseuses elles-mêmes qui font avorter le projet de couverture du lavoir : « Les blanchisseuses qui fréquentent le plus assidûment ce lavoir sont venues prier [le conseil municipal] de ne pas donner suite à ce projet, estimant que les inconvénients que présenteraient une toiture ne seraient pas compensés par les avantages qu'elle pourrait offrir⁵¹. »

47. BRAMOULLÉ, Yves, *Goémoniers des îles. Histoires et naufragés*, Morlaix, Éditions Le Télégramme, 2000, 185 p.

48. PORTIER, Carlette, POUTORD, Jacques, *Promenades bellilloises. Le Palais : lieux secrets et familiers*, Plomelin, Société Historique de Belle-Île-en-Mer, 2001, 125 p.

49. Lettre du Sous-Préfet au maire de Le Palais, en date du 3 août 1860.

50. Délibération du Conseil municipal de Le Palais, 11 août 1860.

51. Délibération du Conseil municipal de Le Palais, 25 août 1895.

Sur l'île d'Ouessant, un conflit sur le droit de passage est rapporté en 1918 : il concerne l'accès à la fontaine et au lavoir de Poull ar Gamel⁵². La question foncière est de nouveau soulevée dans les années 1960, alors que l'île se dote d'un système moderne d'alimentation en eau : la construction du barrage de Lann Vihan et la pose de canalisations engendrent des servitudes et des achats de terrain qui, faute d'accord à l'amiable, sont réalisés par voie d'expropriation⁵³.

Sur l'île de Groix enfin, c'est à la fin du XIX^e siècle que le refus d'une servitude de passage d'une conduite sur un terrain privé va annuler un projet d'adduction d'eau au Port-Tudy : « Le projet primitif est abandonné par suite du refus de la famille Romieux de prendre l'engagement d'accepter le maintien perpétuel de la servitude de passage à travers sa propriété de la conduite d'eau projetée⁵⁴. » En 1925, une affaire similaire opposa la municipalité à une personne privée. Cette fois le Conseil municipal, « considérant que le mauvais vouloir de Mme veuve Martin, propriétaire de terrain dont l'achat est envisagé, met la municipalité dans l'obligation de recourir aux moyens extrêmes pour arriver à l'exécution des travaux projetés et que l'on ne peut les remettre indéfiniment, considérant en outre que le prix offert est bien supérieur à la valeur du terrain, à l'unanimité des membres présents demande à M. le Préfet de vouloir autoriser l'occupation temporaire des terrains pour cause d'utilité publique, en attendant que les formalités indispensables à l'expropriation soient effectuées pour que la commune devienne définitivement propriétaire⁵⁵ ». En outre, les îliens groisillons sont aussi sensibles à ce que les points d'eau demeurent du domaine public, et ils s'opposent ainsi à leur aliénation privée : « L'assemblée, après avoir délibéré, considérant que déjà des personnes du dit village [Kermarec] ont formulé diverses réclamations quant à l'aliénation du puits, lequel quoique étant comblé, contient encore assez d'eau pour rendre des services aux habitants riverains, à l'unanimité des membres présents, décide de ne pas donner suite à la demande de Mme Stéphant⁵⁶. »

Le parcellaire insulaire, extrêmement morcelé, pose de sérieux problèmes dans les procédures d'achat et/ou d'asservissement des terrains. Une fois encore, l'exemple groisillon est intéressant puisque l'achat du terrain pour la construction du château d'eau, prévue en 1966, est retardé à cause de la complexité de la succession du propriétaire décédé : l'utilité publique de cette acquisition a pourtant été déclarée par arrêté préfectoral du 2 mai 1966, mais la transaction n'interviendra que huit ans plus tard, les cohéritiers étant enfin connus⁵⁷. Plus récemment, les mêmes difficultés ont été rencontrées sur l'île d'Ouessant pour la mise en place des périmètres

52. Délibération du Conseil municipal de l'île de Ouessant, 22 juin 1918.

53. Délibération du Conseil municipal de l'île de Ouessant, 15 décembre 1963.

54. Délibération du Conseil municipal de l'île de Groix, 4 décembre 1898.

55. Délibération du Conseil municipal de l'île de Groix, 24 septembre 1925.

56. Délibération du Conseil municipal de l'île de Groix, 6 février 1921.

57. Délibération du Conseil municipal de Groix, 17 mai 1974.

de protection de captage autour des lacs de retenue de Lann Vihan et du Merdy.

•

Les nombreux éléments historiques et anecdotes locales rapportés précédemment dénotent bien l'imprégnation ancienne et culturelle de la préoccupation des îliens pour la gestion de leurs ressources en eau. Les pratiques traditionnelles et les représentations sociales continuent d'ailleurs de marquer les générations les plus âgées. Les gestionnaires des services d'eau n'oublient jamais de mentionner l'inclinaison à l'économie des « vrais îliens », comme une réminiscence usuelle d'une époque passée. La recherche révèle ainsi que ceux-ci ont effectivement connu et craint, et ce jusqu'à très récemment, les sécheresses et les pénuries d'eau qui ont pu engendrer des crises sanitaires graves : l'accès à l'eau potable a d'abord joué un rôle majeur pour la salubrité des îles. Au cours de la première moitié du ^{xx}^e siècle, quelques épisodes épidémiques, liés à l'insuffisance tant quantitative que qualitative des ressources en eau, ont marqué certaines histoires insulaires, celle de Molène tout particulièrement lors de la sécheresse de 1949. La rareté de l'eau a aussi pu mener à l'exacerbation des tensions sociales entre les différents usagers des îles : les populations allogènes de pêcheurs ou de goémoniers qui fréquentent les îles pendant la période estivale exerçaient une pression trop forte au moment même où la ressource hydrique était la plus vulnérable.

Aussi, jusque dans les années 1970, le manque d'eau est-il patent pendant la saison estivale, qui est précisément la saison sèche. La disponibilité d'une ressource abondante et de bonne qualité n'est pas garantie : le risque de pénurie est réel et les conséquences sanitaires peuvent être dramatiques. Les mutations profondes qui vont intervenir dans les sociétés insulaires du Ponant à partir des années 1950 marquent une rupture socio-économique nette avec cette vision de sociétés traditionnelles. Le déclin des activités économiques telles que la pêche et l'agriculture vont accélérer l'érosion démographique des îles et engendrer une nouvelle dynamique de développement, désormais orienté vers le tourisme. Les standards de vie s'en trouvent modifiés. L'exigence de confort domestique conduit à la création des premiers réseaux d'alimentation en eau potable : après la Seconde Guerre mondiale, ils sont devenus un des soucis majeurs des collectivités insulaires. Les premiers projets consisteront à établir des bornes-fontaines dans les bourgs et hameaux, avant que l'eau ne soit directement distribuée dans les maisons. L'eau courante relègue bientôt les lavoirs et autres points d'eau historiques au rang de lieux symboles d'archaïsme qui, aujourd'hui, ont valeur patrimoniale. Dans les années 1970-1980, la complexification technique des services d'eau et la rationalisation économique de la ressource ont conduit la plupart des municipalités insulaires à opter pour une gestion déléguée à des prestataires privés. Finalement, seules les communes de Molène et de Sein continuent d'assurer elles-mêmes, en régie communale, la gestion de leurs services d'alimentation en eau potable.

RÉSUMÉ

La question de l'eau occupe une place importante dans l'histoire récente des petites îles de Bretagne. Les archives municipales, départementales et bibliographiques sont riches de décisions et de descriptions de leurs conditions hydrauliques, parfois critiques, depuis le XVIII^e siècle. Les enjeux inhérents à l'exploitation et la suffisance des ressources insulaires en eau, naturellement limitées, sont d'abord stratégiques et sanitaires. La pression anthropique peut alors être telle qu'elle génère des tensions sociales focalisées autour des points d'eau historiques : puits, fontaines et lavoirs, qui sont autant de lieux essentiels dans le quotidien des îliens. Au cours du XX^e siècle, les différentes phases de modernisation des services d'eau communaux vont précipiter la désuétude de ces lieux qui n'appartiennent désormais plus qu'au patrimoine local.

ABSTRACT

Freshwater is a main issue in the recent history of small Breton islands. Many decisions and descriptions of their hydraulic state which was sometimes critical can be found in local, departmental and bibliographical archives since the 18th Century. The exploitation and supply of naturally limited freshwater resources first revealed strategic and sanitary stakes. In such a scarce context, high human needs led to social tensions focused around historic watering places: wells, fountains and washing places, which were very important in the natives' daily life. In the 20th Century, these places were abandoned after island municipalities improved their water supply services, and they now belong to local heritage.